

PRINCIPaute DE MONACO

=====

INTERVENTION DE
S.E.M. BERNARD FAUTRIER
MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE
CHARGÉ DES QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT

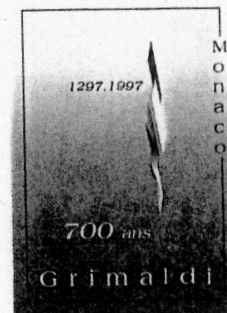
=====

TROISIEME REUNION
DE LA CONFERENCE DES PARTIES
A LA CONVENTION CADRE
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

=====

KYOTO - DECEMBRE 1997

=====



Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La Principauté de Monaco est un petit Etat qui subira, comme beaucoup d'autres, les conséquences globales des problèmes environnementaux, notamment climatiques ; mais agit aussi sur ces problèmes à la mesure de ses possibilités et tout spécialement dans l'aire régionale de la Méditerranée.

Il y a maintenant plus de cinq ans, la Conférence de Rio, à laquelle le Prince Souverain et le Prince Héritaire avaient participé, avait fait naître de grands espoirs. C'était le sommet de la Terre. Nous y avons pris conscience de nos responsabilités communes, mais différenciées et de la nécessité de conduire notre planète vers la voie du développement durable. Pour concrétiser cette prise de conscience, nous avons adopté l'Agenda 21, des déclarations, certes non contraignantes sur les forêts, mais aussi signé des conventions sur la diversité biologique ainsi que sur les changements climatiques ; convention que Monaco fût l'un des premiers pays à ratifier.

Près de trois ans s'écoulèrent pour que nous puissions nous réunir pour la première fois, à Berlin.

Très vite, nous devions y constater que notre mère la terre, comme l'appellent avec poésie les enfants qui nous interpellent sur les affiches créées par le Comité National Japonais ; voyait son climat se dégrader et qu'il fallait donc ne pas se limiter à l'horizon de l'an 2000.

A cet horizon, les parties de l'Annexe I - et Monaco, lors du dépôt des instruments de ratification de la Convention, avait déclaré son intention d'être liée par les dispositions de l'article 4.2. alinéas a) et b) - s'imposaient de ramener les émissions anthropiques dans un peu plus de deux ans, au niveau atteint en 1990.

A Berlin, nous nous étions donc posés la question de savoir que faire, après l'an 2000. A cette époque, nous n'avions pas encore connaissance des conclusions du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du climat. Aujourd'hui, il n'est plus permis d'ignorer que les changements climatiques soient influencés par l'activité humaine et que l'évolution tendancielle au siècle prochain, sans réaction de la Communauté Internationale, aurait les conséquences les plus néfastes. Or, aujourd'hui, nous sommes confrontés à une poursuite globale non négligeable de la croissance des émissions anthropiques, et ce, en dépit des engagements pris.

* * *

Je voudrais ici rendre hommage au courage et à l'opiniâtreté de l'Ambassadeur Raoul Estrada OYUELA, qui a présidé durant près de deux années et demi ce Groupe du Mandat de Berlin où se sont côtoyés engagements volontaristes, propositions timorées et immobilisme frileux, issus soit de pressions économiques, soit de principes politiques ; conduisant ainsi à un document de négociation où beaucoup de ce qui est essentiel n'avait pas fait l'objet de consensus.

Le consensus, de ce point de vue, ne peut provenir que de la manifestation d'une réelle volonté politique, d'autant plus nécessaire que la Communauté Internationale, après ce qui ne peut d'évidence pas être considéré comme un succès, lors de la Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies Rio + 5, au mois de juin, se doit de montrer clairement sa volonté de s'engager sur les problèmes environnementaux.

Monsieur le Président,

Depuis Rio et depuis la première réunion des parties, mon pays a, à l'initiative de Son Souverain et à son échelle, multiplié les actions dans le domaine de cette Convention. Nous avons, tout d'abord, fait en sorte d'inventorier nos émissions et d'en faire rapport au Secrétariat Exécutif. Nous avons, en matière de Transports, incité à l'utilisation des transports en commun ; bien entendu, généralisé les pots catalytiques et fortement incité à la promotion du véhicule électrique qui se développe dans notre parc automobile.

Nous avons, dans le domaine du chauffage et de la climatisation, dissuadé, voire interdit l'utilisation de toute source polluante ou fossile et généralisé celle de l'électricité, en même temps que l'on incitait la mise en place de systèmes de pompes à chaleur.

Nous avons enfin entrepris de maîtriser les émissions provenant de nos installations de traitement des déchets par incinération. Ce sont là nos seuls domaines d'actions possibles, puisque nous sommes petit, n'avons pas d'industries lourdes, ni d'agriculture.

Mais nous nous sommes aussi efforcés, au plan international, que la coopération que nous avons, dans la zone méditerranéenne, en matière de développement durable, ait une connotation climatique. C'est pour cela que nous avons développé plusieurs opérations de reboisement visant à créer des puits : c'est pour cette raison que dans le cadre d'actions concrètes, nous sommes également prêts à participer à des activités exécutées conjointement.

Monsieur le Président,

Comme beaucoup d'autres petits Etats ici présents, Monaco aura à souffrir, de façon irréversible et plus que les grands Etats, d'une absence ou d'une insuffisance d'action en matière de réchauffement du climat. C'est pourquoi, tout naturellement, nous nous associons aux mesures de réduction auxquelles se sont engagés les pays d'Europe, sous l'égide de l'Union Européenne. Ces mesures sont volontaristes et réalistes. Elles correspondent à un engagement de pays développés, qui, il est vrai, ont fondé leur prospérité sur beaucoup d'erreurs, dans le passé, en matière d'environnement. Aussi, faut-il souhaiter que les autres pays développés qui sont les plus pollueurs, s'associent à ces efforts, comme d'ailleurs semblent le leur demander leurs opinions publiques.

Je terminerai en souhaitant que la prise de conscience, évidente, du problème du réchauffement global par les économies en transition et les pays en développement, s'accompagne aussi d'actions volontaristes, dont on a vu combien elles étaient déjà considérables et avaient progressé depuis Berlin. Il est clair, en effet, qu'un développement durable de ces économies ne peut qu'être compromis par une insuffisante action sur le réchauffement global.

Tout le monde est bien conscient, Monsieur le Président, que le climat et son changement, ne connaissent aucune frontière, que c'est donc un problème global et que c'est donc toute notre mère, la terre, tous nos enfants, qui supporteront demain les conséquences de nos faiblesses ou de notre indécision.

Je vous remercie.